

Le Canada, qui fait partie des nations du Pacifique, classe à un rang particulièrement élevé de ses priorités l'accroissement de ses relations économiques avec ses partenaires de cette région dynamique.

Depuis 1976, les échanges réalisés par le Canada avec les pays de l'ASEAN ont triplé. En 1986, pour la première fois de mémoire d'homme, les nations de l'ASEAN ont fait état d'un excédent d'environ 75 millions de dollars CAN dans leur commerce avec le Canada.

Un mouvement de hausse se manifeste également pour ce qui est des échanges entre l'Indonésie et le Canada, qui se sont élevés à environ 355 millions de dollars CAN en 1986. Je suis heureuse d'ajouter que les statistiques préliminaires établies pour 1987 indiquent une augmentation notable par rapport à l'année précédente.

Bien que ces chiffres soient encourageants, je n'y vois qu'un début, un point de départ à partir duquel nous pouvons établir des relations économiques très élargies et beaucoup plus fructueuses.

Le gouvernement du Canada a consacré plusieurs millions de dollars à aider les entreprises canadiennes à saisir de nouvelles possibilités de commerce avec les pays de cette région. Des études de marché ont été effectuées dans de nombreux secteurs d'intérêt commun, notamment ceux du pétrole et du gaz, de l'exploitation forestière et de l'industrie aérospatiale. Par ailleurs, nous continuerons à subventionner l'envoi en Indonésie et dans les autres pays de l'ASEAN d'un large éventail de missions commerciales concernant des secteurs particuliers, ainsi que l'accueil de représentants importants de l'industrie de cette région en visite au Canada. En outre, nous encourageons la création en Indonésie d'entreprises en coparticipation.

À ce propos, je note avec plaisir que le Conseil des gens d'affaires ASEAN-Canada, qui a tenu récemment sa première réunion à Manille sous la coprésidence de l'Indonésie et que nous appuyons sans réserve, contribuera notablement à renforcer nos liens économiques, particulièrement en multipliant les relations entre les entreprises du secteur privé de nos pays.